Supplemento ordinario alla «Gazzetta Ufficiale» n. 337 del 7 dicembre 1984

Spedizione in abbonamento postale - Gruppo I (70%)

GAZZETTA UFFICIALE

DELLA REPUBBLICA ITALIANA

PARTE PRIMA Roma - Venerdì, 7 dicembre 1984 SI PUBBLICA NEL POMERIGGIO DI TUTTI I GIORNI MENO I FESTIVI

DIREZIONE E REDAZIONE PRESSO IL MINISTERO DI GRAZIA E GIUSTIZIA - UFFICIO PUBBLICAZIONE DELLE LEGGI E DECRETI - CENTRALINO 65101
AMMINISTRAZIONE PRESSO L'ISTITUTO POLIGRAFICO E ZECCA DELLO STATO - LIBRERIA DELLO STATO - PIAZZA G. VERDI, 10 - 00100 ROMA - CENTRALINO 85081

N. 71

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 18 agosto 1984, n. **817.**

Esecuzione dell'accordo relativo agli scambi di aeromobili civili, con allegati, adottato a Ginevra il 12 aprile 1979.

SOMMARIO

Per informazioni su trattati di cui è parte l'Italia rivolgersi al Ministero degli affari esteri — Servizio trattati — 00100 Roma - Telefono 06/3960050 (Comunicato del Ministero degli affari esteri - «Gazzetta Ufficiale» n. 329 del 1° dicembre 1980).

LEGGI E DECRETI

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 18 agosto 1984, n. **817.**

Esecuzione dell'accordo relativo agli scambi di aeromobili civili, con allegati, adottato a Ginevra il 12 aprile 1979.

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

Visto l'art. 87 della Costituzione;
Vista la deliberazione del Consiglio dei Ministri, adottata nella riunione dell'8 agosto 1984;
Sulla proposta del Ministro degli affari esteri, di concerto con i Ministri di grazia e giustizia, delle finanze, dei trasporti, dell'industria, del commercio e dell'artigianato e delle partecipazioni statali;

EMANA

IL SEGUENTE DECRETO:

Articolo unico

Piena ed intera esecuzione è data all'accordo relativo agli scambi di aereomobili civili, con allegati, adottato a Ginevra il 12 aprile 1979, a decorrere dalla sua entrata in vigore in conformità dell'art. 9.3 dell'accordo stesso.

Il presente decreto, munito di sigillo dello Stato, sarà inserto nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica italiana. È fatto obbligo a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Selva di Val Gardena, addì 18 agosto 1984.

PERTINI

CRAXI — ANDREOTTI — MARTINAZZOLI — VISENTINI — SIGNORILE — ALTISSIMO — DARIDA

Visto, *il Guardasigilli*: MARTINAZZOLI
Registrato alla Corte dei conti, addì 2 novembre 1984
Atti di Governo, registro n. 52, foglio n. 6

ACCORD RELATIF AU COMMERCE DES AERONEFS CIVILS

PREAMBULE

Les signataires[1] de l'accord relatif au commerce des aéronefs civils, ci-après dénommé l'"accord",

Prenant acte de ce que, les 12-14 septembre 1973, les Ministres sont convenus que les Négociations commerciales multilatérales du Tokyo Round devaient réaliser l'expansion et une libération de plus en plus large du commerce mondial, entre autres par la suppression progressive des obstacles au commerce et par l'amélioration du cadre international qui régit le commerce mondial,

Désireux d'assurer, dans le commerce mondial des aéronefs civils, de leurs parties et des équipements liés, un maximum de liberté, notamment la suppression des droits et, dans toute la mesure du possible, la réduction ou la suppression des effets de restriction ou de distorsion des échanges,

Désireux d'encourager la poursuite des progrès technologiques de l'industrie aéronautique dans le monde entier,

Désireux d'assurer des possibilités de concurrence équitables et égales à leur aéronautique civile ainsi qu'à leurs producteurs afin que ces derniers puissent participer à l'expansion du marché mondial des aéronefs civils,

Conscients de l'importance de leurs intérêts mutuels globaux, au niveau économique et commercial, dans le secteur de l'aéronautique civile,

Reconnaissant que de nombreux signataires considèrent le secteur de l'aéronautique comme une composante particulièrement importante de la politique économique et industrielle,

Désireux d'éliminer les effets défavorables résultant, pour le commerce des aéronefs civils, de l'aide apportée par les pouvoirs publics à l'étude, à la construction et à la commercialisation des aéronefs civils, tout en reconnaissant que cette aide des pouvoirs publics en tant que telle ne serait pas réputée constituer une distorsion des échanges,

Désireux de voir leur aéronautique civile travailler sur la base de la concurrence commerciale, et reconnaissant que les relations entre les pouvoirs publics et l'industrie varient largement d'un signataire à l'autre,

Reconnaissant les obligations et les droits qu'ils tiennent de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (ci-après dénommé "l'Accord général" ou "le GATT") et des autres accords multilatéraux négociés sous les auspices du GATT,

---

[1] Le terme "signataires" est utilisé ci-après pour désigner les Parties au présent accord.

Reconnaissant la nécessité d'instituer des procédures internationales de notification, de consultation, de surveillance et de règlement des différends, en vue d'assurer la mise en oeuvre équitable, prompte et efficace des dispositions du présent accord et de maintenir entre eux l'équilibre des droits et des obligations,

Désireux d'établir un cadre international qui régisse le commerce des aéronefs civils,

Sont convenus de ce qui suit:

Article premier Produits visés

1.1 Le présent accord s'applique aux produits ci-après:

a) tous les aéronefs civils,

b) tous les moteurs d'aéronefs civils, leurs parties et pièces et leurs composants,

c) toutes les autres parties et pièces, et tous les composants et sous-ensembles, d'aéronefs civils,

d) tous les simulateurs de vol au sol, leurs parties et pièces et leurs composants

qu'ils soient utilisés comme matériel originaire ou de remplacement dans la construction, la réparation, l'entretien, la réfection, la modification ou la transformation d'aéronefs civils.

1.2 Aux fins du présent accord, l'expression "aéronefs civils" désigne a) tous les aéronefs autres que militaires, et b) tous les autres produits énumérés à l'article 1.1 ci-dessus.

Article 2 Droits de douane et autres impositions

2.1 Les signataires sont convenus

2.1.1 d'éliminer, pour le 1er janvier 1980 ou pour le jour de l'entrée en vigueur du présent accord, tous les droits de douane et toutes les autres impositions[1] de toute nature, perçus à l'importation ou à l'occasion de l'importation des produits classés sous les positions de leurs tarifs douaniers respectifs qu'énumère l'annexe, si ces produits sont destinés à être utilisés dans un aéronef civil et à y être incorporés au cours de sa construction, de sa réparation, de son entretien, de sa réfection, de sa modification ou de sa transformation,

2.1.2 d'éliminer, pour le 1er janvier 1980 ou pour le jour de l'entrée en vigueur du présent accord, tous les droits de douane et toutes les autres impositions[1] de toute nature, perçus sur les réparations d'aéronefs civils,

---

[1] L'expression "autres impositions" s'entendra dans le même sens qu'à l'article II de l'Accord général.

2.1.3 d'inclure, pour le 1er janvier 1980 ou pour le jour de l'entrée en vigueur du présent accord, dans leurs Listes annexées à l'Accord général, l'admission en franchise ou en exemption de droits de tous les produits visés à l'article 2.1.1 ci-dessus et de toutes les réparations visées à l'article 2.1.2 ci-dessus.

2.2 Chaque signataire a) adoptera ou adaptera, aux fins d'administration douanière, un système fondé sur la destination finale du produit, en vue de donner effet à ses obligations au titre de l'article 2.1 ci-dessus, b) fera en sorte que son système fondé sur la destination finale comporte un régime d'admission en franchise ou en exemption de droits qui soit comparable au régime institué par les autres signataires et qui ne constitue pas une entrave au commerce, et c) informera les autres signataires des modalités d'administration de son système fondé sur la destination finale

Article 3 Obstacles techniques au commerce

3.1 Les signataires notent que les dispositions de l'accord relatif aux obstacles techniques au commerce s'appliquent au commerce des aéronefs civils. En outre, les signataires sont convenus que les prescriptions en matière de certification des aéronefs civils, et les spécifications relatives aux procédures d'exploitation et d'entretien de ces aéronefs, seront régies, entre les signataires, par les dispositions de l'accord relatif aux obstacles techniques au commerce.

Article 4 Marchés passés sur instructions des pouvoirs publics, contrats obligatoires de sous-traitance et incitations

4.1 Les acheteurs d'aéronefs civils devraient être libres de choisir leurs fournisseurs sur la base de considérations commerciales et techniques.

4.2 Les signataires s'interdisent de soumettre les compagnies aériennes, constructeurs d'aéronefs, ou autres entités acheteuses d'aéronefs civils, à des obligations ou à des pressions excessives à l'effet d'acheter des aéronefs civils d'une origine déterminée, qui introduiraient une discrimination à l'encontre des fournisseurs du ressort d'un signataire

4.3 Les signataires sont convenus que l'achat des produits visés par le présent accord ne devrait être régi que par des considérations de concurrence en matière de prix, de qualité et de délais de livraison. S'agissant de l'approbation ou de l'adjudication de marchés portant sur des produits visés par le présent accord, tout signataire pourra toutefois exiger que ses entreprises qualifiées soient admises à concourir sur une base compétitive et à des conditions non moins favorables que celles dont bénéficient les entreprises qualifiées d'autres signataires.[1]

4.4 Les signataires sont convenus d'éviter de pratiquer quelque type d'incitation que ce soit à la vente ou à l'achat d'aéronefs civils d'une origine déterminée, qui introduirait une discrimination à l'encontre des fournisseurs du ressort d'un signataire

[1] L'utilisation de la formule "admises à concourir .. à des conditions non moins favorables . " ne signifie pas que les entreprises qualifiées d'un signataire ont le droit d'obtenir des marchés d'un montant similaire à celui des adjudications aux entreprises qualifiées d'un autre signataire.

Article 5 Restrictions au commerce

5.1 Les signataires n'appliqueront aucune restriction quantitative (contingentement à l'importation) ni prescription en matière de licences d'importation qui restreindrait l'importation d'aéronefs civils d'une manière incompatible avec les dispositions applicables de l'Accord général. La présente disposition n'exclut pas l'application, à l'importation, de systèmes de surveillance ou de licences compatibles avec l'Accord général.

5.2 Les signataires n'appliqueront aucune restriction quantitative ni système de licences d'exportation, ni autre prescription similaire, qui restreindrait, pour des raisons de commerce ou de concurrence, l'exportation d'aéronefs civils à destination d'autres signataires d'une manière incompatible avec les dispositions applicables de l'Accord général.

Article 6 Aides publiques, crédit à l'exportation et commercialisation des aéronefs

6.1 Les signataires notent que les dispositions de l'accord relatif à l'interprétation et à l'application des articles VI, XVI et XXIII de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (accord relatif aux subventions et aux mesures compensatoires) s'appliquent au commerce des aéronefs civils. Ils affirment que, dans leur participation ou leur aide aux programmes relatifs aux aéronefs civils, ils s'efforceront d'éviter les effets défavorables sur le commerce des aéronefs civils, au sens des articles 8.3 et 8.4 de l'accord relatif aux subventions et aux mesures compensatoires. Ils tiendront également compte des facteurs spéciaux qui jouent dans le secteur aéronautique, en particulier les aides publiques largement pratiquées dans ce domaine, de leurs intérêts économiques internationaux, et du désir des producteurs de tous les signataires de participer à l'expansion du marché mondial des aéronefs civils.

6.2 Les signataires sont convenus que la détermination du prix des aéronefs civils devrait se fonder sur une perspective raisonnable de couvrir tous les coûts, y compris les coûts non renouvelables des programmes, un prorata des coûts identifiables des travaux de recherche et développement militaires concernant des aéronefs, composants et systèmes, qui trouvent ensuite une application dans la construction d'aéronefs civils, les coûts moyens de production et les coûts financiers.

Article 7 Gouvernements régionaux et locaux

7.1 Outre les autres obligations qui résultent pour eux du présent accord, les signataires sont convenus de ne pas obliger ni encourager, directement ou indirectement, les gouvernements ou administrations régionaux ou locaux, ni les organismes non gouvernementaux ou autres, à prendre des mesures incompatibles avec les dispositions du présent accord.

Article 8 Surveillance, examen, consultations et règlement des différends

8.1 Il sera institué un comité du commerce des aéronefs civils (ci-après dénommé "le comité"), composé de représentants de tous les signataires. Le comité élira son président. Il se réunira selon qu'il sera nécessaire,

mais au moins une fois l'an, pour donner aux signataires la possibilité de procéder à des consultations sur toute question concernant l'application du présent accord, y compris l'évolution de l'industrie aéronautique civile, pour déterminer s'il faut y apporter des amendements afin que les échanges restent libres et exempts de distorsions, pour examiner toute question à laquelle il n'aura pas été possible de trouver une solution satisfaisante au moyen de consultations bilatérales, ainsi que pour exercer les attributions qui pourront lui être conférées en vertu du présent accord ou par les signataires.

8.2 Le comité procédera chaque année à un examen de la mise en oeuvre et de l'application du présent accord, en tenant compte de ses objectifs. Le comité informera chaque année les PARTIES CONTRACTANTES à l'Accord général des faits intervenus pendant la période sur laquelle portera cet examen.

8.3 Au plus tard à l'expiration de la troisième année à compter de l'entrée en vigueur du présent accord, et par la suite de façon périodique, les signataires engageront de nouvelles négociations en vue d'élargir et d'améliorer l'accord sur la base de la réciprocité mutuelle.

8.4 Le comité pourra instituer les organes subsidiaires qui seront appropriés pour suivre régulièrement l'application du présent accord afin d'assurer un équilibre continu des avantages mutuels. En particulier, il instituera un organe subsidiaire approprié afin d'assurer un équilibre continu des avantages mutuels, la réciprocité et l'équivalence des résultats dans la mise en oeuvre des dispositions de l'article 2 ci-dessus relatives aux produits visés, aux systèmes fondés sur la destination finale, aux droits de douane et aux autres impositions.

8.5 Chaque signataire examinera avec compréhension les représentations adressées par tout autre signataire et se prêtera dans les moindres délais à des consultations au sujet de ces représentations, lorsque celles-ci porteront sur une question concernant l'application du présent accord.

8.6 Les signataires reconnaissent qu'il est souhaitable de procéder à des consultations avec les autres signataires dans le cadre du comité, afin de rechercher une solution mutuellement acceptable avant l'ouverture d'une enquête visant à déterminer l'existence, le degré et l'effet de toute subvention prétendue. Dans les cas exceptionnels où, avant l'engagement d'une procédure interne de cette nature, aucune consultation n'aura eu lieu, les signataires notifieront immédiatement au comité l'engagement de cette procédure et entreprendront dans le même temps des consultations pour rechercher une solution mutuellement convenue qui écarterait la nécessité de recourir à des mesures compensatoires.

8.7 Tout signataire qui estimerait que ses intérêts commerciaux dans la construction, la réparation, l'entretien, la réfection, la modification ou la transformation d'aéronefs civils ont été, ou risquent d'être, lésés par une mesure prise par un autre signataire, pourra demander au comité d'examiner la question. A réception d'une telle demande, le comité se réunira dans les trente jours et examinera la question aussi rapidement que possible en vue d'arriver à une solution des problèmes dans les moindres délais possibles et, en particulier, avant qu'une solution définitive ait été apportée ailleurs à ces problèmes. A cet égard, le comité pourra rendre les décisions ou faire les recommandations

qui seront appropriées. L'examen ne préjudiciera pas les droits que les signataires tiennent de l'Accord général ou d'instruments négociés multilatéralement sous les auspices du GATT, dans la mesure où ils s'appliquent au commerce des aéronefs civils. En vue d'aider à l'examen des problèmes qui se poseraient, dans le cadre de l'Accord général et des instruments susvisés, le comité pourra fournir l'assistance technique appropriée.

8.8 Les signataires sont convenus que, en ce qui concerne tout différend portant sur un point relevant du présent accord mais non d'autres instruments négociés multilatéralement sous les auspices du GATT, les signataires et le comité appliqueront, mutatis mutandis, les dispositions des articles XXII et XXIII de l'Accord général et celles du Mémorandum d'accord concernant les notifications, les consultations, le règlement des différends et la surveillance, afin de rechercher un règlement de ce différend. Ces procédures s'appliqueront également en vue du règlement de tout différend portant sur un point relevant du présent accord et d'un autre instrument négocié multilatéralement sous les auspices du GATT, si les parties à ce différend en conviennent ainsi.

Article 9 Dispositions finales

9.1 Acceptation et accession

9.1.1 Le présent accord sera ouvert à l'acceptation, par voie de signature ou autrement, des gouvernements qui sont parties contractantes à l'Accord général et de la Communauté économique européenne.

9.1.2 Le présent accord sera ouvert à l'acceptation, par voie de signature ou autrement, des gouvernements qui ont accédé à titre provisoire à l'Accord général, à des conditions, se rapportant à l'application effective des droits et obligations qui résultent du présent accord, qui tiendront compte des droits et obligations énoncés dans leurs instruments d'accession provisoire.

9.1.3 Le présent accord sera ouvert à l'accession de tout autre gouvernement, à des conditions, se rapportant à l'application effective des droits et obligations qui résultent du présent accord, à convenir entre ce gouvernement et les signataires, par dépôt auprès du Directeur général des PARTIES CONTRACTANTES à l'Accord général d'un instrument d'accession énonçant les conditions ainsi convenues.

9.1.4 En ce qui concerne l'acceptation, les dispositions du paragraphe 5, alinéas a) et b), de l'article XXVI de l'Accord général seront applicables.

9.2 Réserves

9.2.1 Il ne pourra être formulé de réserves en ce qui concerne des dispositions du présent accord sans le consentement des autres signataires.

9.3 Entrée en vigueur

9.3.1 Le présent accord entrera en vigueur le 1er janvier 1980 pour les gouvernements[1] qui l'auront accepté ou qui y auront accédé à cette date. Pour tout autre gouvernement, il entrera en vigueur le trentième jour qui suivra celui de son acceptation ou de son accession.

9.4 Législation nationale

9.4.1 Chaque gouvernement qui acceptera le présent accord ou qui y accédera assurera, au plus tard à la date où ledit accord entrera en vigueur en ce qui le concerne, la conformité de ses lois, règlements et procédures administratives avec les dispositions dudit accord.

9.4.2 Chaque signataire informera le comité de toute modification apportée à ses lois et règlements en rapport avec les dispositions du présent accord, ainsi qu'à l'administration de ces lois et règlements.

9.5 Amendements

9.5.1 Les signataires pourront modifier le présent accord eu égard, notamment, à l'expérience de sa mise en oeuvre. Lorsqu'un amendement aura été approuvé par les signataires conformément aux procédures établies par le comité, il n'entrera en vigueur à l'égard d'un signataire que lorsque celui-ci l'aura accepté.

9.6 Dénonciation

9.6.1 Tout signataire pourra dénoncer le présent accord. La dénonciation prendra effet à l'expiration d'un délai de douze mois à compter du jour où le Directeur général des PARTIES CONTRACTANTES à l'Accord général en aura reçu notification par écrit. Dès réception de cette notification, tout signataire pourra demander la réunion immédiate du comité.

9.7 Non-application du présent accord entre des signataires

9.7.1 Le présent accord ne s'appliquera pas entre deux signataires si l'un ou l'autre de ces signataires, au moment de son acceptation ou de son accession, ne consent pas à cette application.

9.8 Annexe

9.8.1 L'annexe au présent accord en fait partie intégrante.

9.9 Secrétariat

9.9.1 Le secrétariat du GATT assurera le secrétariat du présent accord.

---

[1]Aux fins du présent accord, le terme "gouvernement" est réputé comprendre les autorités compétentes de la Communauté économique européenne.

9.10 Dépôt

9.10.1 Le présent accord sera déposé auprès du Directeur général des PARTIES CONTRACTANTES à l'Accord général, qui remettra dans les moindres délais à chaque signataire et à chaque partie contractante à l'Accord général une copie certifiée conforme du présent accord et de tout amendement qui y aura été apporté conformément à l'article 9.5, ainsi qu'une notification de chaque acceptation ou accession conformément à l'article 9.1, ou de chaque dénonciation conformément à l'article 9.6.

9.11 Enregistrement

9.11.1 Le présent accord sera enregistré conformément aux dispositions de l'article 102 de la Charte des Nations Unies.

Fait à Genève le douze avril mil neuf cent soixante-dix-neuf, en un seul exemplaire, en langues française et anglaise, les deux textes faisant foi, sauf indication contraire concernant les listes jointes en annexe.

ANNEXE

PRODUITS VISES

Les signataires sont convenus que les produits classés sous les positions de leurs tarifs douaniers respectifs énumérées ci-après seront admis en franchise ou en exemption de droits s'ils sont destinés à être utilisés dans un aéronef civil et à y être incorporés au cours de sa construction, de sa réparation, de son entretien, de sa réfection, de sa modification ou de sa transformation.

Ne seront pas compris dans ces produits:

- les produits incomplets ou inachevés, à moins qu'ils ne présentent les caractéristiques essentielles de parties ou pièces, composants, sous-ensembles ou articles d'équipement, complets ou finis, d'aéronefs civils;
- les matériaux sous toutes formes (par exemple feuilles, plaques, profilés, bandes, barres, conduits, tuyauteries, etc.) à moins qu'ils n'aient été découpés aux dimensions ou formes voulues, ou modelés, en vue de leur incorporation dans des aéronefs civils;[1]
- les matières premières et produits de consommation.

[1] Par exemple, les articles portant un numéro d'identification d'un constructeur d'aéronefs civils.

LISTE DE POSITIONS DU TARIF CANADIEN

La liste ci-après n'est authentique qu'en français et en anglais.

44060-1 Aéronefs civils; moteurs d'aéronefs pour aéronefs civils

44061-1 Simulateurs de vol; leurs pièces n.d.

44062-1 Gonds pouvant être importés en vertu des numéros tarifaires 35200-1, 35400-1 et 36215-1;

Meubles pouvant être importés en vertu des numéros tarifaires 35400-1, 44603-1, 61800-1 et 93907-1;

Moulages pouvant être importés en vertu des numéros tarifaires 35400-1 et 39000-1;

Pièces forgées pouvant être importées en vertu du numéro tarifaire 39200-1;

Phares scellés pouvant être importés en vertu du numéro tarifaire 44504-1;

Microphones pouvant être importés en vertu du numéro tarifaire 44536-1;

Moulages en magnésium pouvant être importés en vertu du numéro tarifaire 71100-1;

Marchandises, sauf les pièces, pouvant être importées en vertu des numéros tarifaires 44028-1, 44300-1, 44514-1, 44538-1, 44540-1 et 46200-1;

Marchandises pouvant être importées en vertu des numéros tarifaires 31200-1, 36800-1, 41417-1, 41417-2, 41505-1, 41505-2, 42400-1, 42405-1, 42700-1, 42701-1, 43005-1, 43300-1, 44053-1, 44057-1, 44059-1, 44500-1, 44502-1, 44516-1, 44524-1, 44532-1, 44533-1, 47100-1 et 61815-1;

Tout ce qui précède devant servir à la fabrication, la réparation, l'entretien, la construction, la modification ou la conversion des marchandises énumérées dans le numéro tarifaire 44060-1

LISTE DE PRODUITS BASEE SUR LA NOMENCLATURE DU CONSEIL DE COOPERATION DOUANIERE

La liste ci-après n'est authentique qu'en français et en anglais.

Note: Pour les besoins de la présente liste, "ex" signifie que pour chaque position NCCD énumérée ci-après, les produits (ou groupes de produits) mentionnés seront admis en franchise ou en exemption de droits, s'ils sont destinés à être utilisés et incorporés dans un aéronef civil.[1]

ex 39.07	Tubes et tuyaux en matières plastiques artificielles, munis d'accessoires, pour la conduite de gaz ou de liquides
ex 40.09	Tubes et tuyaux, en caoutchouc vulcanisé, non durci, munis d'accessoires, pour la conduite de gaz ou de liquides
ex 40.11	Pneumatiques, en caoutchouc
ex 40.16	Tubes et tuyaux, en caoutchouc durci, munis d'accessoires, pour la conduite de gaz ou de liquides
ex 62.05	Rampes d'évacuation pour passagers
ex 68.13	Ouvrages en amiante, à l'exclusion de fils et de tissus
ex 68.14	Garnitures de friction (segments, disques, rondelles, bandes, planches, plaques, rouleaux, etc.) pour freins, pour embrayages et pour tous organes de frottement, à base d'amiante
ex 70.08	Pare-brise en verre de sécurité, non encadrés
ex 73.25	Câbles, cordages, tresses, élingues et similaires, en fils de fer ou d'acier, munis d'accessoires ou façonnés en articles
ex 73.38	Articles d'hygiène, en fer ou en acier, à l'exclusion de leurs parties
ex 83.02	Garnitures, ferrures et autres articles similaires (y compris les charnières), en métaux communs
ex 83.07	Appareils d'éclairage, articles de lampisterie et de lustrerie, ainsi que leurs parties non électriques, en métaux communs
ex 83.08	Tuyaux flexibles, en métaux communs, munis d'accessoires
ex 84.06	Moteurs à explosion ou à combustion interne, à pistons, et leurs parties et pièces détachées
ex 84.07	Machines motrices hydrauliques, à l'exclusion de leurs parties et pièces détachées
ex 84.08	Moteurs à explosion ou à combustion interne, sans pistons, et leurs parties et pièces détachées; Autres moteurs et machines motrices, à l'exclusion de leurs parties et pièces détachées
ex 84.10	Pompes pour liquides, avec ou sans dispositif mesureur, à l'exclusion de leurs parties et pièces détachées

[1] Les "appareils au sol d'entraînement au vol; leurs parties et pièces détachées: ex 88.05" sont inclus dans l'Accord sans devoir être incorporés.

ex 84.11	Pompes à air et à vide; compresseurs d'air et d'autres gaz; ventilateurs et similaires; à l'exclusion de leurs parties et pièces détachées
ex 84.12	Groupes pour le conditionnement de l'air comprenant, réunis en un seul corps, un ventilateur à moteur et des dispositifs propres à modifier la température et l'humidité; à l'exclusion de leurs parties et pièces détachées
ex 84.15	Matériel, machines et appareils pour la production du froid, à équipement électrique ou autre; à l'exclusion de leurs parties et pièces détachées
ex 84.18	Centrifuges; appareils pour la filtration ou l'épuration des liquides ou des gaz; à l'exclusion de leurs parties et pièces détachées
ex 84.21	Extincteurs, chargés ou non; à l'exclusion de leurs parties et pièces détachées
ex 84.22	Machines et appareils de levage, de chargement, de déchargement et de manutention ("skips", treuils, crics, palans, transporteurs, etc.); à l'exclusion de leurs parties et pièces détachées
ex 84.53	Machines de traitement de l'information
ex 84.59	Démarreurs non électriques, Régulateurs d'hélices non électriques, Servo-mécanismes non électriques, Essuie-glaces non électriques, Servo-moteurs hydrauliques, Accumulateurs sphériques hydro-pneumatiques, Démarreurs pneumatiques pour moteurs à réaction, Blocs toilettes spéciaux pour aéronefs, Actionneurs mécaniques pour inverseurs de poussée; à l'exclusion de leurs parties et pièces détachées
ex 84.63	Variateurs de vitesse et boîtes de vitesse; à l'exclusion de leurs parties et pièces détachées Poulies et organes d'accouplement et joints d'articulation; leurs parties et pièces détachées spécialement conçues pour installation dans les aéronefs civils Convertisseurs de couple; leurs parties et pièces détachées spécialement conçues pour installation dans les aéronefs civils Pignons pour chaînes, embrayages et joints d'articulation; à l'exclusion de leurs parties et pièces détachées
ex 85.01	Transformateurs, d'une puissance nominale de 1 kVA ou plus, à l'exclusion de leurs parties et pièces détachées Moteurs électriques de 1 HP ou plus mais de moins de 200 HP, à l'exclusion de leurs parties et pièces détachées Machines génératrices, moteurs-génératrices, convertisseurs rotatifs ou statiques, bobines de réactance et selfs; à l'exclusion de leurs parties et pièces détachées
ex 85.08	Appareils et dispositifs électriques d'allumage et de démarrage pour moteurs à explosion ou à combustion interne (magnétos, dynamos-magnétos, bobines d'allumage, bougies d'allumage et de chauffage, démarreurs etc.); génératrices (dynamos et alternateurs) et conjoncteurs-disjoncteurs

	utilisés avec ces moteurs; à l'exclusion de leurs parties et pièces détachées
ex 85.12	Fourneaux électriques; chaudières, appareils de chauffage et fours électriques; appareils électriques à chauffer les aliments; à l'exclusion de leurs parties et pièces détachées
ex 85.14	Microphones et leurs supports, haut-parleurs et amplificateurs électriques de basse fréquence; à l'exclusion de leurs parties et pièces détachées
ex 85.15	Appareils récepteurs pour la radiodiffusion, à l'exclusion de leurs parties et pièces détachées Autres appareils de transmission et de réception pour la radiotéléphonie et la radiotélégraphie, à l'exclusion de leurs parties et pièces détachées Appareils de radioguidage, de radiodétection, de radiosondage et de radiotélécommande; assemblages et sous-assemblages pour ces appareils, consistant en deux ou plus de deux parties ou pièces assemblées, spécialement conçus pour installation dans des aéronefs civils
ex 85.17	Appareils électriques de signalisation acoustique ou visuelle, à l'exclusion de leurs parties et pièces détachées
ex 85.20	Lampes scellées, à l'exclusion de leurs parties et pièces détachées
ex 85.22	Enregistreurs de vol; assemblages et sous-assemblages pour ces appareils; consistant en deux ou plus de deux parties ou pièces assemblées, spécialement conçus pour installation dans des aéronefs civils
ex 85.23	Assemblages (pieuvres et harnais) de câbles électriques, conçus pour installation dans des aéronefs civils
ex 88.01	Aérostats
ex 88.02	Planeurs Aérodynes, y compris hélicoptères
ex 88.03	Parties et pièces détachées d'aérostats de planeurs et d'aérodynes, y compris les hélicoptères
ex 88.05	Appareils au sol d'entraînement au vol; leurs parties et pièces détachées
ex 90.14	Pilotes automatiques; leurs parties et pièces détachées Instruments et appareils optiques de navigation, à l'exclusion de leurs parties et pièces détachées Autres instruments et appareils de navigation; leurs parties et pièces détachées Compas gyroscopiques; leurs parties et pièces détachées Autres compas, à l'exclusion de leurs parties et pièces détachées
ex 90.18	Appareils respiratoires, y compris les masques à gaz, à l'exclusion de leurs parties et pièces détachées
ex 90.23	Thermomètres
ex 90.24	Appareils et instruments pour la mesure, le contrôle ou la régulation des fluides gazeux ou liquides, ou pour le contrôle automatique des températures

ex 90.27	Indicateurs de vitesse et tachymètres
ex 90.28	Instruments de contrôle de vol automatique Autres instruments et appareils électriques ou électroniques de mesure, de vérification, de contrôle, de régulation ou d'analyse
ex 90.29	Parties et pièces détachées d'instruments de contrôle de vol automatique
ex 91.03	Montres de tableaux de bord et similaires, à mouvement de montre; ou à mouvement d'horlogerie d'un diamètre de moins de 1,77 pouces
ex 91.08	Mouvements d'horlogerie assemblés avec ou sans cadran ou aiguilles, comportant plus d'une pierre, conçus pour fonctionner pendant plus de 47 heures sans devoir être remontés
ex 94.01	Sièges (à l'exception de sièges recouverts de cuir), à l'exclusion de leurs parties
ex 94.03	Autres meubles, à l'exclusion de leurs parties

LIST OF ITEMS FROM THE TARIFF SCHEDULES OF THE UNITED STATES

The following list is authentic only in the English language.

TSUS	Description
518.52	Articles NSPF, of asbestos, if certified for use in civil aircraft.
544.43	Windshields, if certified for use in civil aircraft.
642.22	Strands, ropes, cables and cordage; all the foregoing, of wire, fitted with fittings, or made up into articles, if certified for use in civil aircraft.
647.04	Hinges and fittings and mountings, NSPF, not coated or plated with precious metal; all the foregoing of iron or steel, or aluminum, or zinc, if certified for use in civil aircraft.
647.07	Hinges and fittings and mountings, NSPF, not coated or plated with precious metal, of base metal other than iron, steel, aluminum or zinc, if certified for use in civil aircraft.
652.11	Flexible metal hose or tubing, with fittings, if certified for use in civil aircraft.
653.41	Illuminating articles and parts thereof, of base metal, if certified for use in civil aircraft.
653.96	Toilet and sanitary ware, if certified for use in civil aircraft.
660.58	Internal-combustion engines, piston-type, other than compression-ignition engines, if certified for use in civil aircraft.
660.61	Non-piston type internal combustion engines, if certified for use in civil aircraft.
660.69	Parts of piston-type engines other than compression-ignition engines, if certified for use in civil aircraft.
660.73	Parts of non-piston type engines or compression-ignition, piston-type engines, if certified for use in civil aircraft.
660.87	Non-electric engines and motors, NSPF, if certified for use in civil aircraft.
660.99	Pumps for liquids operated by any kind of power unit, if certified for use in civil aircraft.
661.08	Fans and blowers, if certified for use in civil aircraft.
661.14	Compressors, if certified for use in civil aircraft.
661.17	Air pumps and vacuum pumps, if certified for use in civil aircraft.

661.22 Air-conditioning machines, if certified for use in civil aircraft.

661.37 Refrigerators and refrigerating equipment, if certified for use in civil aircraft.

661.91 Centrifuges, if certified for use in civil aircraft.

661.97 Filtering and purifying machinery and apparatus, for liquids or gases, if certified for use in civil aircraft

662.52 Fire extinguishers, if certified for use in civil aircraft.

664.12 Elevators, hoists, winches, cranes, jacks, pulley tackle, belt conveyors, and other lifting, handling, loading or unloading machinery and conveyors; all the foregoing, if certified for use in civil aircraft.

676.16 Accounting, computing and other data processing machines, if certified for use in civil aircraft.

678.48 Flight simulating machines and parts thereof.

680.47 Gear boxes and other speed changers, other than those provided for in items 680.43 and 680.44, if certified for use in civil aircraft.

680.51 Pulleys, shaft couplings, and parts of the foregoing which are specially designed for installation in civil aircraft; all the foregoing, if certified for use in civil aircraft.

680.57 Torque converters; and parts thereof which are specially designed for installation in civil aircraft; all the foregoing, if certified for use in civil aircraft.

680.59 Chain sprockets, clutches and universal joints, if certified for use in civil aircraft.

682.08 Electrical transformers rated at 1 kVA or more, if certified for use in civil aircraft.

682.42 Electrical motors of 1 horsepower or more, but not over 20 horsepower, if certified for use in civil aircraft.

682.46 Electrical motors of over 20 but under 200 horsepower, if certified for use in civil aircraft.

682.61 Generators, motor-generators, converters (rotary or static), rectifiers and rectifying apparatus and inductors; all the foregoing which are electrical goods, if certified for use in civil aircraft.

683.62 Ignition magnetos, magneto-generators, ignition coils, starter motors, spark plugs, glow plugs, and other electrical starting and ignition equipment for internal combustion engines, generators and cut-outs for use in conjunction therewith; all the foregoing, if certified for use in civil aircraft.

684.26 Microwave ovens, if certified for use in civil aircraft.

684.31 Cooking stoves and ranges, if certified for use in civil aircraft.

684.42 Furnaces, heaters and ovens, if certified for use in civil aircraft.

684.51 Food warming devices, if certified for use in civil aircraft.

684.72 Microphones, loudspeakers, headphones, audio-frequency electric amplifiers, electric sound amplifier sets comprised of the foregoing components; all the foregoing, if certified for use in civil aircraft.

685.25 Solid state radio receivers, if certified for use in civil aircraft.

685.30 Other radiotelegraphic and radiotelephonic transmission and reception apparatus, if certified for use in civil aircraft.

685.41 Tape recorders and dictation recording and transcribing machines; assemblies and subassemblies of such machines, consisting of two or more parts or pieces fastened or joined together, specially designed for installation in civil aircraft; all the foregoing, if certified for use in civil aircraft.

685.61 Radio navigational aid apparatus, radar apparatus, and radio remote control apparatus; assemblies and subassemblies of such apparatus, consisting of two or more parts or pieces fastened or joined together, specially designed for installation in civil aircraft; all the foregoing, if certified for use in civil aircraft.

685.72 Bells, sirens, indicator panels, burglar and fire alarms, and other sound or visual signalling apparatus; all the foregoing which are electrical, if certified for use in civil aircraft.

686.21 Automatic voltage and voltage-current regulators designed for use in a 6-volt, 12-volt or 24-volt system; if certified for use in civil aircraft.

686.25 Automatic voltage and voltage curre regulators other than those designed for use in a 6-volt, 12-vol or 24-volt system, if certified for use in civil aircraft.

686.62 Sealed-beam lamps, if certified for use in civil aircraft.

688.14 Ignition wiring sets, if certified for use in civil aircraft.

688.42 Electrical synchros and transducers, if certified for use in civil aircraft.

694.16 Civil balloons and airships.

694.21 Civil gliders.

694.41 Civil airplanes (including helicopters).

694.62 Other parts of civil aircraft, if certified for use in civil aircraft.

709.46 Gas masks and similar respirators, if certified for use in civil aircraft.

710.09 Optical instruments other than photogrammetrical instruments and rangefinders, if certified for use in civil aircraft.

710.15 Gyroscopic compasses and parts thereof, if certified for use in civil aircraft.

710.17 Other compasses, if certified for use in civil aircraft.

710.31 Automatic pilots and parts thereof, if certified for use in civil aircraft.

710.47 Other navigational instruments and parts thereof, if certified for use in civil aircraft.

711.37 Liquid-filled thermometers other than clinical thermometers, if certified for use in civil aircraft.

711.39 Other thermometers, if certified for use in civil aircraft.

711.83 Flow meters, heat meters incorporating liquid supply meters, and anemometers; all the foregoing, if certified for use in civil aircraft.

711.87 Pressure gauges, thermostats and other instruments and apparatus for measuring, checking, or automatically controlling the flow, depth, pressure, or other variables of liquids or gases, or for automatically controlling temperature; all the foregoing, if certified for use in civil aircraft.

711.97 Speedometers and tachometers, if certified for use in civil aircraft.

712.06 Electrical optical measuring, checking, analyzing or automatically-controll g instruments, if certified for use in civil aircraft.

712.48 Electrical utomatic flight control instruments and apparatus, and parts t' reof; all the foregoing, if certified for use in civil aircraf-

712.52 Other electrical measuring, checking, analyzing or automatically-controlling instruments and apparatus, if certified for use in civil aircraft.

715.16 Clocks with watch movements or with clock movements measuring less than 1.77 inches in width, if certified for use in civil aircraft.

720.09 Clock movements, assembled, without dials or hands, or with dials or hands whether or not assembled thereon, constructed or designed to operate for over 47 hours without rewinding, having over one jewel, if certified for use in civil aircraft.

727.49 Furniture of reinforced or laminated plastics, if certified for use in civil aircraft.

727.51 Furniture of other rubber or plastics, if certified for use in civil aircraft.

727.56 Furniture, of materials other than unspun fibrous vegetable materials, wood, textile materials (except cotton), rubber or plastics, copper, or leather, if certified for use in civil aircraft.

772.46 Pneumatic tires, of rubber or plastics, if certified for use in civil aircraft.

772.67 Hose, pipe and tubing; all the foregoing NSPF, of rubber or plastics, suitable for conducting gases or liquids, with attached fittings, if certified for use in civil aircraft.

I hereby certify that the foregoing text is a true copy of the Agreement on Trade in Civil Aircraft, done at Geneva on 12 April 1979, the original of which is deposited with the Director-General to the CONTRACTING PARTIES to the General Agreement on Tariffs and Trade.

Je certifie que le texte qui précède est la copie conforme de l'Accord relatif au commerce des aéronefs civils, établi à Genève le 12 avril 1979, dont le texte original est déposé auprès du Directeur général des PARTIES CONTRACTANTES à l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce.

O. LONG

Director General
Geneva

Directeur général
Genève

Visto, *il Ministro degli affari esteri*
ANDREOTTI

TRADUZIONE NON UFFICIALE

N.B. — *I testi facenti fede sono unicamente quelli indicati nell'accordo, fra cui il testo in lingua francese qui sopra riportato.*

ACCORDO RELATIVO AGLI SCAMBI DI AEROMOBILI CIVILI

PREAMBOLO

I FIRMATARI (¹) DELL'ACCORDO RELATIVO AGLI SCAMBI DI AEROMOBILI CIVILI, in seguito denominato « il presente accordo »,

NOTANDO che i ministri hanno convenuto, in occasione di una riunione tenutasi dal 12 al 14 settembre 1973, che i negoziati commerciali multilaterali del Tokyo Round avrebbero dovuto realizzare l'espansione e una liberalizzazione sempre maggiore del commercio mondiale, inter alia, per la soppressione progressiva degli ostacoli agli scambi e per il miglioramento del quadro internazionale che disciplina il commercio mondiale ;

DESIDEROSI d'assicurare un massimo di libertà negli scambi mondiali degli aeromobili civili, dello loro parti e delle attrezzature, in particolare la soppressione dei diritti e, per quanto possibile, la riduzione o la soppressione di effetti di restrizione o di distorsione negli scambi ;

DESIDEROSI d'incoraggiare il progresso tecnologico dell'industria aeronautica a livello mondiale ;

DESIDEROSI d'assicurare possibilità di concorrenza eque e uguali per la costruzione d'aeromobili civili e per i loro produttori al fine ch'essi possano partecipare all'espansione del mercato mondiale degli aeromobili civili ;

CONSAPEVOLI dell'importanza dei loro interessi reciproci globali, a livello economico e commerciale, nel settore della costruzione aeronautica civile ;

RICONOSCENDO che molti firmatari considerano il settore della costruzione aeronautica come un componente particolarmente importante della politica economica e industriale ;

DESIDEROSI d'eliminare gli effetti sfavorevoli, negli scambi degli aeromobili civili, delle sovvenzioni governative allo studio, alla costruzione e alla commercializzazione degli aeromobili civili, pur riconoscendo che dette sovvenzioni, di per sé stesse, non possono essere considerate come una distorsione degli scambi ;

DESIDEROSI che la costruzione d'aeromobili civili operi su una base di competitività commerciale, e riconoscendo che le relazioni tra governo e industria variano largamente da un firmatario all'altro ;

RICONOSCENDO gli obblighi e diritti che derivano loro dall'accordo generale sulle tariffe e sul commercio (in seguito denominato « accordo generale » o « GATT ») e da altri accordi multilaterali negoziati sotto gli auspici del GATT ;

RICONOSCENDO la necessità di instaurare procedure internazionali di notifica, di consultazione, di sorveglianza e di composizione delle controversie in modo da assicurare un'esecuzione equa, rapida ed efficace delle disposizioni del presente accordo e di mantenere l'equilibrio dei diritti e degli obblighi ;

DESIDEROSI di istituire un quadro internazionale che disciplini il commercio degli aeromobili civili,

CONVENGONO QUANTO SEGUE :

(¹) Con il termine « firmatari » si intendono le parti al presente accordo.

Articolo 1

1. Elenco dei prodotti

1.1. Il presente accordo si applica ai seguenti prodotti :

a) tutte gli aeromobili civili,

b) tutti i motori di aeromobili civili, loro parti e componenti,

c) tutte le altre parti, componenti e sottoinsiemi d'aeromobili civili,

d) tutti i simulatori di volo a terra e loro parti e componenti,

che siano usati in qualità di materiale originario o di sostituzione nella costruzione, la riparazione, la ricostruzione, la manutenzione, la modifica o la trasformazione degli aeromobili civili.

1.2. Ai fini del presente accordo, l'espressione « aeromobili civili » definisce a) tutti gli aeromobili diversi da quelli militari, e b) tutti gli altri prodotti elencati nell'articolo 1.1 di cui sopra.

Articolo 2

2. Dazi doganali e altre imposte

2.1. I firmatari convengono :

2.1.1. di eliminare entro il 1° gennaio 1980, o entro la data d'entrata in vigore del presente accordo, tutti i dazi doganali o altri oneri [1] di qualsiasi tipo, prelevati all'importazione o in occasione dell'importazione di prodotti classificati nelle voci delle rispettive tariffe doganali elencate nell'allegato, se questi prodotti sono destinati a essere utilizzati negli aeromobili civili o a esservi incorporati nel corso della loro costruzione, riparazione, manutenzione, ricostruzione, modifica o trasformazione ;

2.1.2. d'eliminare, entro il 1° gennaio 1980 oppure entro la data d'entrata in vigore del presente accordo, tutti i dazi doganali e gli altri oneri [1] di qualsiasi natura, prelevati sulle riparazioni d'aeromobili civili ;

2.1.3. di includere, entro il 1° gennaio 1980 oppure entro la data d'entrata in vigore del presente accordo, nei rispettivi elenchi allegati all'accordo generale, l'ammissione in franchigia o l'esenzione doganale per tutti i prodotti compresi nell'articolo 2.1.1 di cui sopra e per tutte le riparazioni comprese nell'articolo 2.1.2 di cui sopra.

2.2. Ogni firmatario : a) adotterà o adeguerà, ai fini d'amministrazione doganale, un sistema basato sulla destinazione particolare del prodotto, in modo da eseguire gli obblighi ai sensi dell'articolo 2.1 di cui sopra ; b) farà in modo che tale sistema comporti un regime di ammissione in franchigia o d'esenzione doganale che sia comparabile al regime istituito dagli altri firmatari e che non costituisca un ostacolo agli scambi ; e c) informerà gli altri firmatari delle modalità di gestione del suo sistema basato sulla destinazione particolare.

Articolo 3

3. Ostacoli tecnici agli scambi

3.1. I firmatari notano che le disposizioni dell'accordo relativo agli ostacoli tecnici agli scambi si applicano al commercio degli aeromobili civili. Inoltre, i firmatari hanno convenuto che le specifiche in materia di certificazione di aeromobili civili, e le specifiche relative alle procedure d'impiego e di manutenzione di questi aeromobili, saranno disciplinate, tra i firmatari del presente accordo, dalle disposizioni dell'accordo relativo agli ostacoli tecnici agli scambi.

Articolo 4

4. Contratti conclusi su istruzioni governative, contratti obbligatori di subappalto e incentivi

4.1. Gli acquirenti d'aeromobili civili dovrebbero essere liberi di scegliere i loro fornitori sulla base di considerazioni commerciali e tecniche.

4.2. I firmatari non obbligheranno le compagnie aeree, i costruttori di aeromobili, o altre entità acquirenti d'aeromobili civili, né eserciteranno pressioni eccessive su di essi affinché comprino aeromobili civili da una particolare fonte, introducendo in questo modo una discriminazione nei confronti dei fornitori di un firmatario.

4.3. I firmatari hanno convenuto che l'acquisto dei prodotti compresi dal presente accordo dovrebbe essere fatto soltanto sulla base della competitività dei prezzi, qualità e termini di consegna. Trattandosi dell'approvazione o dell'assegnazione di contratti pubblici che ri-

[1] « Il termine "altri oneri" ha lo stesso significato attribuitogli nell'articolo II del GATT ».

guardano prodotti compresi nel presente accordo, un firmatario potrà, tuttavia, chiedere che le sue imprese qualificate siano ammesse a concorrere su una base competitiva e a condizioni non meno favorevoli di quelle di cui beneficiano le imprese qualificate d'altri firmatari (1).

4.4. I firmatari hanno convenuto di evitare di praticare qualunque tipo d'incentivo riguardo alla vendita o acquisto d'aeromobili civili di una determinata origine che provocherebbe una discriminazione nei confronti dei fornitori di un qualsiasi firmatario.

Articolo 5

5. Restrizioni agli scambi

5.1. I firmatari non applicheranno alcuna restrizione quantitativa (contingenti all'importazione) né prescrizioni in materia di licenze d'importazione che limiterebbero l'importazione d'aeromobili civili in modo incompatibile con le disposizioni applicabili dell'accordo generale. Ciò non esclude l'applicazione all'importazione di sistemi di controllo o di licenze compatibili con l'accordo generale.

5.2. I firmatari non applicheranno alcuna restrizione quantitativa né licenze d'esportazione, né altre disposizioni similari che limiterebbero, per ragioni commerciali o di concorrenza, l'esportazione di aeromobili civili a destinazione d'altri firmatari, in modo incompatibile con le disposizioni applicabili dell'accordo generale.

Articolo 6

6. Sovvenzioni governative, crediti all'esportazione e commercializzazione delle aeromobili

6.1. I firmatari rilevano che le disposizioni dell'accordo sull'interpretazione ed applicazione degli articoli VI, XVI e XXIII dell'accordo generale sulle tariffe ed il commercio (accordo sulle sovvenzioni e le misure di compensazione) si applicano agli scambi degli aeromobili civili. Essi affermano che, per quanto riguarda la loro partecipazione o le loro sovvenzioni ai programmi di costruzione di aeromobili civili, essi cercheranno di evitare gli effetti sfavorevoli sugli scambi degli aeromobili civili, a norma degli articoli 8.3 e 8.4 dell'accordo sulle sovvenzioni e sulle misure di compensazione. Essi terranno ugualmente conto dei fattori speciali vigenti nel settore della costruzione aeronautica, in particolare le sovvenzioni pubbliche largamente diffuse in questo settore, i loro interessi economici internazionali, e il desiderio dei produttori di tutti i firmatari di partecipare all'espansione del mercato mondiale degli aeromobili civili.

6.2. I firmatari hanno convenuto che il calcolo dei prezzi degli aeromobili civili dovrebbe basarsi su una previsione ragionevole di coprire tutti i costi, ivi compresi i costi non rinnovabili dei programmi, una proporzione adeguata di costi individuabili per studi di ricerca e di sviluppo militare riguardanti gli aeromobili, componenti e sistemi, che vengono di conseguenza applicati nella costruzione d'aeromobili civili, i costi medi di produzione e i costi finanziari.

Articolo 7

7. Enti regionali e locali

7.1. Oltre agli altri obblighi che risultano loro dal presente accordo, i firmatari hanno convenuto di non obbligare né incoraggiare, direttamente o indirettamente, gli enti regionali e autorità locali, né gli organismi non governativi o altri enti, a prendere delle misure incompatibili con il presente accordo.

Articolo 8

8. Sorveglianza, esame, consultazioni e composizione delle controversie

8.1. Verrà istituito un comitato per gli scambi di aeromobili civili (qui di seguito denominato « il comitato »), composto da rappresentanti di tutti i firmatari al presente accordo. Il comitato eleggerà il suo presidente. Si riunirà secondo le necessità, ma almeno una volta all'anno, per dare ai firmatari la possibilità di procedere a consultazioni su tutte le questioni relative al funzionamento del presente accordo, ivi compreso l'andamento della costruzione aeronautica civile, per determinare se sia necessario apportare degli emendamenti allo scopo di assicurare la continuazione di scambi liberi ed esenti da distorsioni, per esaminare qualsiasi questione a cui non sarà stato possibile trovare una soluzione soddisfacente per mezzo di consultazioni bilaterali, e adempiere gli obblighi impostigli in virtù del presente accordo, o dai firmatari.

8.2. Il comitato esaminerà ogni anno l'applicazione ed il funzionamento del presente accordo in considerazione di detti obiettivi. Il comitato informerà ogni anno le

(1) L'utilizzazione della formula « ammesse a concorrere ... a condizioni non meno favorevoli ... » non significa che l'importo dei contratti assegnati alle imprese qualificate di un firmatario dia diritto alle imprese qualificate di altri firmatari a contratti di importo similare.

parti contraenti al GATT degli sviluppi intervenuti nel periodo in esame.

8.3. Al più tardi entro la fine del terzo anno dall'entrata in vigore del presente accordo e successivamente ad intervalli regolari, i firmatari avvieranno ulteriori negoziati per ampliare e migliorare l'accordo sulla base di reciprocità.

8.4. Il comitato potrà istituire gli organi sussidiari adatti per seguire regolarmente l'applicazione del presente accordo al fine d'assicurare un equilibrio continuo dei vantaggi reciproci. In particolare il comitato istituirà un organo sussidiario adatto al fine d'assicurare un equilibrio continuo dei reciproci vantaggi, la reciprocità e l'equivalenza dei risultati nell'attuazione dell'articolo 2 di cui sopra, relativo ai prodotti coperti, ai sistemi basati sulla destinazione particolare, ai dazi doganali e a altri oneri.

8.5. I firmatari esamineranno con comprensione le osservazioni rivolte da un altro firmatario e dovranno acconsentire senza indugio a consultazioni riguardanti tali osservazioni, qualora queste vertano su una questione concernente il funzionamento del presente accordo.

8.6. I firmatari riconoscono che è preferibile procedere a consultazioni con gli altri firmatari nel quadro del comitato, al fine di cercare una soluzione di reciproco gradimento prima dell'apertura di un'inchiesta per determinare l'esistenza, il grado e l'effetto di qualsiasi sovvenzione addotta. Nei casi eccezionali in cui non avrà avuto luogo nessuna consultazione prima di avviare una procedura interna di questo tipo, i firmatari notificheranno immediatamente al comitato l'inizio di tale procedura e intraprenderanno nel contempo delle consultazioni per cercare di comune accordo una soluzione che eviterebbe di ricorrere a misure di compensazione.

8.7. Un firmatario che ritenga che i suoi interessi commerciali nel settore della costruzione d'aeromobili civili, produzione, riparazione, manutenzione, ricostruzione, modifica o trasformazione, siano stati, o rischino di essere negativamente influenzati da misure prese da un altro firmatario, potrà informarne il comitato. Su richiesta, il comitato si riunirà entro trenta giorni e esaminerà la questione al più presto in modo da risolvere prontamente i problemi sorti e, in particolare, prima che sia stata trovata altrove una soluzione definitiva. A questo riguardo il comitato potrà emettere le decisioni e formulare le raccomandazioni adeguate. L'esame non pregiudicherà i diritti che derivano ai firmatari dall'accordo generale o da strumenti negoziati multilateralmente sotto gli auspici del GATT, nella misura in cui si applicano al commercio degli aeromobili civili. Al fine di aiutare a esaminare i problemi che si presenteranno nel quadro dell'accordo generale e di detti strumenti il comitato fornirà eventualmente l'assistenza tecnica necessaria.

8.8. I firmatari hanno convenuto che, per quello che riguarda qualsiasi controversia su un punto compreso nel presente accordo ma non in altri strumenti negoziati multilateralmente sotto gli auspici del GATT, i firmatari e il comitato applicheranno, mutatis mutandis, gli articoli XXII e XXIII dell'accordo generale e quelli del memorandum d'accordo riguardante le notifiche, le consultazioni, la composizione delle controversie e la sorveglianza, allo scopo di trovare una soluzione alla vertenza stessa. Queste procedure si applicheranno parimenti per la composizione di una qualsiasi controversia su una questione contemplata dal presente accordo e da un altro strumento negoziato multilateralmente sotto gli auspici del GATT, se le parti alla controversia lo convengono.

Articolo 9

9. Disposizioni finali

9.1. *Accettazione e adesione*

9.1.1. Il presente accordo sarà aperto all'accettazione, mediante firma o altrimenti dei governi che sono parti contraenti all'accordo generale e della Comunità economica europea.

9.1.2. Il presente accordo sarà aperto all'accettazione, mediante firma o altrimenti, dei governi che abbiano provvisoriamente aderito al GATT, alle condizioni che si riferiscono all'applicazione effettiva dei diritti e degli obblighi che risultano dal presente accordo, che comprendono i diritti e gli obblighi degli strumenti che prevedono la loro adesione provvisoria.

9.1.3. Il presente accordo sarà aperto all'adesione di qualsiasi altro governo alle condizioni che si riferiscono all'applicazione effettiva dei diritti e degli obblighi che risultano dal presente accordo, da convenire tra il governo in questione e i firmatari, mediante deposito presso il direttore generale delle parti contraenti all'accordo generale di uno strumento d'accesso che stabilisca le condizioni così convenute.

9.1.4. Riguardo all'accettazione, si applicano le disposizioni dell'articolo XXVI, paragrafo 5, lettere a) e b) dell'accordo generale.

9.2. *Riserve*

9.2.1. Non potranno essere formulate riserve per quel che riguarda una qualsiasi delle disposizioni del presente accordo senza il consenso degli altri firmatari.

9.3. *Entrata in vigore*

9.3.1. Il presente accordo entrerà in vigore il 1° gennaio 1980 per i governi [1] che l'avranno accettato o che avranno aderito entro detta data. Per tutti gli altri governi, l'accordo entrerà in vigore il trentesimo giorno a partire da quello della sua accettazione o della sua adesione.

9.4. *Legislazione nazionale*

9.4.1. Ogni governo che accetterà o aderirà al presente accordo assicurerà, non oltre la data di entrata in vigore di detto accordo, per quanto lo riguarda, la conformità delle sue leggi, regolamenti e procedure amministrative con le disposizioni di questo accordo.

9.4.2. Ciascun firmatario informerà il comitato di qualsiasi modifica apportata alle sue leggi e regolamenti in relazione alle disposizioni del presente accordo, nonché all'applicazione di tali leggi e regolamenti.

9.5. *Emendamenti*

9.5.1. I firmatari del presente accordo potranno modificarlo tenendo conto, inter alia, dell'esperienza acquisita nella sua applicazione. Allorché un emendamento sarà stato convenuto dai firmatari, conformemente alle procedure stabilite dal comitato, esso non entrerà in vigore per alcun firmatario finché non sarà stato accettato da quest'ultimo.

9.6. *Recesso*

9.6.1. Ogni firmatario potrà recedere dall'accordo. Il recesso sarà effettivo allo scadere di dodici mesi a partire dal giorno in cui il direttore generale delle parti contraenti all'accordo generale ne abbia ricevuto notifica per iscritto. Su ricevimento di tale notifica, qualunque firmatario del presente accordo potrà chiedere la riunione immediata del comitato.

9.7. *Non applicazione del presente accordo tra i firmatari*

9.7.1. Il presente accordo non si applicherà tra due dati firmatari se uno dei firmatari, al momento della sua accettazione o adesione al presente accordo, non è d'accordo con tale applicazione.

9.8. *Allegato*

9.8.1. L'allegato al presente accordo ne è parte integrante.

9.9. *Segretariato*

9.9.1. Il segretariato del GATT assumerà la segreteria per il presente accordo.

9.10. *Deposito*

9.10.1. Il presente accordo sarà depositato presso il direttore generale delle parti contraenti all'accordo generale, che fornirà immediatamente a ogni firmatario del presente accordo e a ogni parte contraente all'accordo generale una copia certificata conforme di detto accordo e di qualsiasi emendamento che vi sarà stato apportato conformemente all'articolo 9.5, nonché una notifica di ogni accettazione o adesione conformemente all'articolo 9.1, o di ogni denuncia secondo l'articolo 9.6.

9.11. *Registrazione*

9.11.1. Il presente accordo sarà registrato conformemente all'articolo 102 della Carta delle Nazioni Unite.

Fatto a Ginevra, il dodici aprile millenovecentosettantanove, in un solo esemplare, nelle lingue inglese, francese e spagnola, ciascuno di questi testi facente ugualmente fede.

---

[1] Ai fini del presente accordo, il termine « governo » è considerato come comprendente le competenti autorità della Comunità economica europea.

ALLEGATO

PRODOTTI CONTEMPLATI

I firmatari hanno convenuto che i prodotti classificati nelle voci delle rispettive tariffe doganali qui di seguito elencate, saranno ammessi in franchigia o in esenzione doganale, se tali prodotti sono destinati ad essere utilizzati in un aeromobile civile, e esservi incorporati nel corso della sua costruzione, manutenzione, riparazione, ricostruzione, modifica o trasformazione.

Non saranno compresi tra questi prodotti :

— i prodotti incompleti o non finiti, a meno che non presentino le caratteristiche essenziali di una parte, di una componente, di un sottocomplesso o di un articolo d'equipaggiamento, completo o finito di un aeromobile civile (1) ;

— i materiali di qualsiasi forma (ad esempio fogli, placche, profili, nastri, barre, tubi o altre forme) a meno che non siano stati tagliati in forme o dimensioni determinate o modellati per essere incorporati negli aeromobili civili (1) ;

— materie prime e articoli di consumo.

(1) Ad esempio un articolo che porta un numero di serie di un costruttore d'aeromobili civili.

Elenco delle voci della tariffa doganale canadese

Il seguente elenco è autentico solo in inglese e in francese.

44060-1 Aéronefs civils; moteurs d'aéronefs pour aéronefs civils

44061-1 Simulateurs de vol; leurs pièces n.d.

44062-1 Gonds pouvant être importés en vertu des numéros tarifaires 35200-1, 35400-1 et 36215-1;

Meubles pouvant être importés en vertu des numéros tarifaires 35400-1, 44603-1, 61800-1 et 93907-1;

Moulages pouvant être importés en vertu des numéros tarifaires 35400-1 et 39000-1;

Pièces forgées pouvant être importées en vertu du numéro tarifaire 39200-1;

Phares scellés pouvant être importés en vertu du numéro tarifaire 44504-1;

Microphones pouvant être importés en vertu du numéro tarifaire 44536-1;

Moulages en magnésium pouvant être importés en vertu du numéro tarifaire 71100-1;

Marchandises, sauf les pièces, pouvant être importées en vertu des numéros tarifaires 44028-1, 44300-1, 44514-1, 44538-1, 44540-1 et 46200-1;

Marchandises pouvant être importées en vertu des numéros tarifaires 31200-1, 36800-1, 41417-1, 41417-2, 41505-1, 41505-2, 42400-1, 42405-1, 42700-1, 42701-1, 43005-1, 43300-1, 44053-1, 44057-1, 44059-1, 44500-1, 44502-1, 44516-1, 44524-1, 44532-1, 44533-1, 47100-1 et 61815-1;

Tout ce qui précède devant servir à la fabrication, la réparation, l'entretien, la construction, la modification ou la conversion des marchandises énumérées dans le numéro tarifaire 44060-1

Elenco di prodotti basati sulla nomenclatura del consiglio di cooperazione doganale (CCCN)

Il seguente elenco è autentico solo in inglese e in francese.

Note: Pour les besoins de la présente liste, "ex" signifie que pour chaque position NCCD énumérée ci-après, les produits (ou groupes de produits) mentionnés seront admis en franchise ou en exemption de droits, s'ils sont destinés à être utilisés et incorporés dans un aéronef civil.[1]

ex 39.07	Tubes et tuyaux en matières plastiques artificielles, munis d'accessoires, pour la conduite de gaz ou de liquides
ex 40.09	Tubes et tuyaux, en caoutchouc vulcanisé, non durci, munis d'accessoires, pour la conduite de gaz ou de liquides
ex 40.11	Pneumatiques, en caoutchouc
ex 40.16	Tubes et tuyaux, en caoutchouc durci, munis d'accessoires, pour la conduite de gaz ou de liquides
ex 62.05	Rampes d'évacuation pour passagers
ex 68.13	Ouvrages en amiante, à l'exclusion de fils et de tissus
ex 68.14	Garnitures de friction (segments, disques, rondelles, bandes, planches, plaques, rouleaux, etc.) pour freins, pour embrayages et pour tous organes de frottement, à base d'amiante
ex 70.08	Pare-brise en verre de sécurité, non encadrés
ex 73.25	Câbles, cordages, tresses, élingues et similaires, en fils de fer ou d'acier, munis d'accessoires ou façonnés en articles
ex 73.38	Articles d'hygiène, en fer ou en acier, à l'exclusion de leurs parties
ex 83.02	Garnitures, ferrures et autres articles similaires (y compris les charnières), en métaux communs
ex 83.07	Appareils d'éclairage, articles de lampisterie et de lustrerie, ainsi que leurs parties non électriques, en métaux communs
ex 83.08	Tuyaux flexibles, en métaux communs, munis d'accessoires
ex 84.06	Moteurs à explosion ou à combustion interne, à pistons, et leurs parties et pièces détachées
ex 84.07	Machines motrices hydrauliques, à l'exclusion de leurs parties et pièces détachées
ex 84.08	Moteurs à explosion ou à combustion interne, sans pistons, et leurs parties et pièces détachées; Autres moteurs et machines motrices, à l'exclusion de leurs parties et pièces détachées
ex 84.10	Pompes pour liquides, avec ou sans dispositif mesureur, à l'exclusion de leurs parties et pièces détachées
ex 84.11	Pompes à air et à vide; compresseurs d'air et d'autres gaz; ventilateurs et similaires; à l'exclusion de leurs parties et pièces détachées

[1] Les "appareils au sol d'entraînement au vol; leurs parties et pièces détachées: ex 88.05" sont inclus dans l'Accord sans devoir être incorporés.

ex 84.12 Groupes pour le conditionnement de l'air comprenant, réunis en un seul corps, un ventilateur à moteur et des dispositifs propres à modifier la température et l'humidité; à l'exclusion de leurs parties et pièces détachées

ex 84.15 Matériel, machines et appareils pour la production du froid, à équipement électrique ou autre; à l'exclusion de leurs parties et pièces détachées

ex 84.18 Centrifuges; appareils pour la filtration ou l'épuration des liquides ou des gaz; à l'exclusion de leurs parties et pièces détachées

ex 84.21 Extincteurs, chargés ou non; à l'exclusion de leurs parties et pièces détachées

ex 84.22 Machines et appareils de levage, de chargement, de déchargement et de manutention ("skips", treuils, crics, palans, transporteurs, etc.); à l'exclusion de leurs parties et pièces détachées

ex 84.53 Machines de traitement de l'information

ex 84.59 Démarreurs non électriques,
Régulateurs d'hélices non électriques,
Servo-mécanismes non électriques,
Essuie-glaces non électriques,
Servo-moteurs hydrauliques,
Accumulateurs sphériques hydro-pneumatiques,
Démarreurs pneumatiques pour moteurs à réaction,
Blocs toilettes spéciaux pour aéronefs,
Actionneurs mécaniques pour inverseurs de poussée;
à l'exclusion de leurs parties et pièces détachées

ex 84.63 Variateurs de vitesse et boîtes de vitesse; à l'exclusion de leurs parties et pièces détachées
Poulies et organes d'accouplement et joints d'articulation; leurs parties et pièces détachées spécialement conçues pour installation dans les aéronefs civils
Convertisseurs de couple; leurs parties et pièces détachées spécialement conçues pour installation dans les aéronefs civils
Pignons pour chaînes, embrayages et joints d'articulation; à l'exclusion de leurs parties et pièces détachées

ex 85.01 Transformateurs, d'une puissance nominale de 1 kVA ou plus, à l'exclusion de leurs parties et pièces détachées
Moteurs électriques de 1 HP ou plus mais de moins de 200 HP, à l'exclusion de leurs parties et pièces détachées
Machines génératrices, moteurs-génératrices, convertisseurs rotatifs ou statiques, bobines de réactance et selfs; à l'exclusion de leurs parties et pièces détachées

ex 85.08 Appareils et dispositifs électriques d'allumage et de démarrage pour moteurs à explosion ou à combustion interne (magnétos, dynamos-magnétos, bobines d'allumage, bougies d'allumage et de chauffage, démarreurs etc.); génératrices (dynamos et alternateurs) et conjoncteurs-disjoncteurs utilisés avec ces moteurs; à l'exclusion de leurs parties et pièces détachées

ex 85.12 Fourneaux électriques; chaudières, appareils de chauffage et fours électriques; appareils électriques à chauffer les aliments; à l'exclusion de leurs parties et pièces détachées

ex 85.14 Microphones et leurs supports, haut-parleurs et amplificateurs électriques de basse fréquence; à l'exclusion de leurs parties et pièces détachées

ex 85.15 Appareils récepteurs pour la radiodiffusion, à l'exclusion de leurs parties et pièces détachées
Autres appareils de transmission et de réception pour la radiotéléphonie et la radiotélégraphie, à l'exclusion de leurs parties et pièces détachées
Appareils de radioguidage, de radiodétection, de radiosondage et de radiotélécommande; assemblages et sous-assemblages pour ces appareils, consistant en deux ou plus de deux parties ou pièces assemblées, spécialement conçus pour installation dans des aéronefs civils

ex 85.17 Appareils électriques de signalisation acoustique ou visuelle, à l'exclusion de leurs parties et pièces détachées

ex 85.20 Lampes scellées, à l'exclusion de leurs parties et pièces détachées

ex 85.22 Enregistreurs de vol; assemblages et sous-assemblages pour ces appareils; consistant en deux ou plus de deux parties ou pièces assemblées, spécialement conçus pour installation dans des aéronefs civils

ex 85.23 Assemblages (pieuvres et harnais) de câbles électriques, conçus pour installation dans des aéronefs civils

ex 88.01 Aérostats

ex 88.02 Planeurs
Aérodynes, y compris hélicoptères

ex 88.03 Parties et pièces détachées d'aérostats de planeurs et d'aérodynes, y compris les hélicoptères

ex 88.05 Appareils au sol d'entraînement au vol; leurs parties et pièces détachées

ex 90.14 Pilotes automatiques; leurs parties et pièces détachées
Instruments et appareils optiques de navigation, à l'exclusion de leurs parties et pièces détachées
Autres instruments et appareils de navigation; leurs parties et pièces détachées
Compas gyroscopiques; leurs parties et pièces détachées
Autres compas, à l'exclusion de leurs parties et pièces détachées

ex 90.18 Appareils respiratoires, y compris les masques à gaz, à l'exclusion de leurs parties et pièces détachées

ex 90.23 Thermomètres

ex 90.24 Appareils et instruments pour la mesure, le contrôle ou la régulation des fluides gazeux ou liquides, ou pour le contrôle automatique des températures

ex 90.27 Indicateurs de vitesse et tachymètres

ex 90.28 Instruments de contrôle de vol automatique
Autres instruments et appareils électriques ou électroniques de mesure, de vérification, de contrôle, de régulation ou d'analyse

ex 90.29	Parties et pièces détachées d'instruments de contrôle de vol automatique
ex 91.03	Montres de tableaux de bord et similaires, à mouvement de montre; ou à mouvement d'horlogerie d'un diamètre de moins de 1,77 pouces
ex 91.08	Mouvements d'horlogerie assemblés avec ou sans cadran ou aiguilles, comportant plus d'une pierre, conçus pour fonctionner pendant plus de 47 heures sans devoir être remontés
ex 94.01	Sièges (à l'exception de sièges recouverts de cuir), à l'exclusion de leurs parties
ex 94.03	Autres meubles, à l'exclusion de leurs parties

Elenco delle voci della tariffa doganale statunitense

Il seguente elenco è autentico solo in inglese.

TSUS	Description
518.52	Articles NSPF, of asbestos, if certified for use in civil aircraft.
544.43	Windshields, if certified for use in civil aircraft.
642.22	Strands, ropes, cables and cordage; all the foregoing, of wire, fitted with fittings, or made up into articles, if certified for use in civil aircraft.
647.04	Hinges and fittings and mountings, NSPF, not coated or plated with precious metal; all the foregoing of iron or steel, or aluminum, or zinc, if certified for use in civil aircraft.
647.07	Hinges and fittings and mountings, NSPF, not coated or plated with precious metal, of base metal other than iron, steel, aluminum or zinc, if certified for use in civil aircraft.
652.11	Flexible metal hose or tubing, with fittings, if certified for use in civil aircraft.
653.41	Illuminating articles and parts thereof, of base metal, if certified for use in civil aircraft.
653.96	Toilet and sanitary ware, if certified for use in civil aircraft.
660.58	Internal-combustion engines, piston-type, other than compression-ignition engines, if certified for use in civil aircraft.
660.61	Non-piston type internal combustion engines, if certified for use in civil aircraft.
660.69	Parts of piston-type engines other than compression-ignition engines, if certified for use in civil aircraft.
660.73	Parts of non-piston type engines or compression-ignition, piston-type engines, if certified for use in civil aircraft.
660.87	Non-electric engines and motors, NSPF, if certified for use in civil aircraft.
660.99	Pumps for liquids operated by any kind of power unit, if certified for use in civil aircraft.
661.08	Fans and blowers, if certified for use in civil aircraft.
661.14	Compressors, if certified for use in civil aircraft.
661.17	Air pumps and vacuum pumps, if certified for use in civil aircraft.
661.22	Air-conditioning machines, if certified for use in civil aircraft.

661.37 Refrigerators and refrigerating equipment, if certified for use in civil aircraft.

661.91 Centrifuges, if certified for use in civil aircraft.

661.97 Filtering and purifying machinery and apparatus, for liquids or gases, if certified for use in civil aircraft

662.52 Fire extinguishers, if certified for use in civil aircraft.

664.12 Elevators, hoists, winches, cranes, jacks, pulley tackle, belt conveyors, and other lifting, handling, loading or unloading machinery and conveyors; all the foregoing, if certified for use in civil aircraft.

676.16 Accounting, computing and other data processing machines, if certified for use in civil aircraft.

678.48 Flight simulating machines and parts thereof.

680.47 Gear boxes and other speed changers, other than those provided for in items 680.43 and 680.44, if certified for use in civil aircraft.

680.51 Pulleys, shaft couplings, and parts of the foregoing which are specially designed for installation in civil aircraft; all the foregoing, if certified for use in civil aircraft.

680.57 Torque converters; and parts thereof which are specially designed for installation in civil aircraft; all the foregoing, if certified for use in civil aircraft.

680.59 Chain sprockets, clutches and universal joints, if certified for use in civil aircraft.

682.08 Electrical transformers rated at 1 kVA or more, if certified for use in civil aircraft.

682.42 Electrical motors of 1 horsepower or more, but not over 20 horsepower, if certified for use in civil aircraft.

682.46 Electrical motors of over 20 but under 200 horsepower, if certified for use in civil aircraft.

682.61 Generators, motor-generators, converters (rotary or static), rectifiers and rectifying apparatus and inductors; all the foregoing which are electrical goods, if certified for use in civil aircraft.

683.62 Ignition magnetos, magneto-generators, ignition coils, starter motors, spark plugs, glow plugs, and other electrical starting and ignition equipment for internal combustion engines, generators and cut-outs for use in conjunction therewith; all the foregoing, if certified for use in civil aircraft.

684.26 Microwave ovens, if certified for use in civil aircraft.

684.31 Cooking stoves and ranges, if certified for use in civil aircraft.

684.42 Furnaces, heaters and ovens, if certified for use in civil aircraft.

684.51 Food warming devices, if certified for use in civil aircraft.

684.72 Microphones, loudspeakers, headphones, audio-frequency electric amplifiers, electric sound amplifier sets comprised of the foregoing components; all the foregoing, if certified for use in civil aircraft.

685.25 Solid state radio receivers, if certified for use in civil aircraft.

685.30 Other radiotelegraphic and radiotelephonic transmission and reception apparatus, if certified for use in civil aircraft.

685.41 Tape recorders and dictation recording and transcribing machines; assemblies and subassemblies of such machines, consisting of two or more parts or pieces fastened or joined together, specially designed for installation in civil aircraft; all the foregoing, if certified for use in civil aircraft.

685.61 Radio navigational aid apparatus, radar apparatus, and radio remote control apparatus; assemblies and subassemblies of such apparatus, consisting of two or more parts or pieces fastened or joined together, specially designed for installation in civil aircraft; all the foregoing, if certified for use in civil aircraft.

685.72 Bells, sirens, indicator panels, burglar and fire alarms, and other sound or visual signalling apparatus; all the foregoing which are electrical, if certified for use in civil aircraft.

686.21 Automatic voltage and voltage-current regulators designed for use in a 6-volt, 12-volt or 24-volt system; if certified for use in civil aircraft.

686.25 Automatic voltage and voltage current regulators other than those designed for use in a 6-volt, 12-volt or 24-volt system, if certified for use in civil aircraft.

686.62 Sealed-beam lamps, if certified for use in civil aircraft.

688.14 Ignition wiring sets, if certified for use in civil aircraft.

688.42 Electrical synchros and transducers, if certified for use in civil aircraft.

694.16 Civil balloons and airships.

694.21 Civil gliders.

694.41 Civil airplanes (including helicopters).

694.62 Other parts of civil aircraft, if certified for use in civil aircraft.

709.46 Gas masks and similar respirators, if certified for use in civil aircraft.

710.09 Optical instruments other than photogrammetrical instruments and rangefinders, if certified for use in civil aircraft.

710.15 Gyroscopic compasses and parts thereof, if certified for use in civil aircraft.

710.17 Other compasses, if certified for use in civil aircraft.

710.31 Automatic pilots and parts thereof, if certified for use in civil aircraft.

710.47 Other navigational instruments and parts thereof, if certified for use in civil aircraft.

711.37 Liquid-filled thermometers other than clinical thermometers, if certified for use in civil aircraft.

711.39 Other thermometers, if certified for use in civil aircraft.

711.83 Flow meters, heat meters incorporating liquid supply meters, and anemometers; all the foregoing, if certified for use in civil aircraft.

711.87 Pressure gauges, thermostats and other instruments and apparatus for measuring, checking, or automatically controlling the flow, depth, pressure, or other variables of liquids or gases, or for automatically controlling temperature; all the foregoing, if certified for use in civil aircraft.

711.97 Speedometers and tachometers, if certified for use in civil aircraft.

712.06 Electrical optical measuring, checking, analyzing or automatically-controlling instruments, if certified for use in civil aircraft.

712.48 Electrical automatic flight control instruments and apparatus, and parts thereof; all the foregoing, if certified for use in civil aircraft.

712.52 Other electrical measuring, checking, analyzing or automatically-controlling instruments and apparatus, if certified for use in civil aircraft.

715.16 Clocks with watch movements or with clock movements measuring less than 1.77 inches in width, if certified for use in civil aircraft.

720.09 Clock movements, assembled, without dials or hands, or with dials or hands whether or not assembled thereon, constructed or designed to operate for over 47 hours without rewinding, having over one jewel, if certified for use in civil aircraft.

727.49 Furniture of reinforced or laminated plastics, if certified for use in civil aircraft.

727.51 Furniture of other rubber or plastics, if certified for use in civil aircraft.

727.56 Furniture, of materials other than unspun fibrous vegetable materials, wood, textile materials (except cotton), rubber or plastics, copper, or leather, if certified for use in civil aircraft.

772.46 Pneumatic tires, of rubber or plastics, if certified for use in civil aircraft.

772.67 Hose, pipe and tubing; all the foregoing NSPF, of rubber or plastics, suitable for conducting gases or liquids, with attached fittings, if certified for use in civil aircraft.

ERNESTO LUPO, *direttore*

DINO EGIDIO MARTINA, *redattore*
FRANCESCO NOCITA, *vice redattore*

(5651168/6) Roma - Istituto Poligrafico e Zecca dello Stato - S.